

Croissance économique

Daniel DELALANDE

Les Cahiers Français, Découverte de l'économie, 1. Concepts et mécanismes, La documentation française, n°279, 1997, pp. 41-48 (Extraits).

(...)

La dynamique cahotique de la croissance

Bien que l'approche quantitative de la croissance à partir de l'évolution du PIB ou bien encore du PIB réel par habitant puisse sembler discutable, l'observation quantitative a le mérite de poser les questions de la croissance et de ses mécanismes. Les chiffres de la croissance permettent en effet de révéler un certain nombre de « faits stylisés ».

La croissance dans une perspective historique

Depuis 1820, le PIB mondial a été multiplié par 40, la population par 5, le produit par habitant par 8, et le commerce mondial par 540 (tableau 2). De 1500 à 1820, la croissance moyenne du revenu par habitant a sans doute été 30 fois inférieure à celle enregistrée depuis 1820 (Maddison, 1995).

2. Indicateurs de l'économie mondiale 1500-1992 (en millions et en taux de variation moyen annuel)					
	1500	1820	1500- 1820	1820- 1992	1820- 1992
Population mondiale	425	1 068	0,29	5 441	0,95
PIB par habitant (dollars de 1990)	565	651	0,04	5 145	1,21
PIB mondial (milliards de dollars de 1990)	240	695	0,33	27 995	2,17
Exportations mondiales (milliards de dollars de 1990)	n.d.	7	n.d.	3 786	3,73

Source : A. Maddison, *L'économie mondiale, 1620-1992*, OCDE, p. 17

Un processus inégal dans le temps...

L'étude de Maddison met en évidence un autre fait à savoir que la croissance est un processus inégal dans le temps, variant d'une phase à l'autre

(6). Ainsi, les meilleurs taux de croissance du PIB ont été observés au cours de la période 1950-1973 (tableau 3). Les deuxième et troisième périodes de croissance ont été respectivement 1973-1992 et 1870-1913. Si on choisit l'indicateur du PIB par habitant, le classement des deux dernières périodes s'inverse.

Si l'on s'en tient au seul critère du taux de croissance, la dernière période (1973-1992) est conforme à sa tendance de long terme (Asselain, 1996). Il paraît donc tout à fait abusif de parler de crise. Certains vont même plus loin et la qualifient de « vingt glorieuses » (Marseille, 1996) (7). Toutefois, comme le montre le tableau 4 suivant qui procède à un découpage plus fin : d'une part, le taux de croissance au cours de la dernière période est instable et, d'autre part, il diminue tendanciellement. Au mieux, sans évoquer le terme de crise, est-on tenté de parler de « croissance molle » ou de « vingt médiocres » (Fitoussi, 1996).

...et dans l'espace

C'est dans les pays initialement les plus prospères que la croissance par habitant a progressé le plus vite à partir de 1820. Elle a été multipliée par 13 pour l'Europe occidentale et par 17 pour les « pays neufs » (au sens d'anciennes colonies de peuplement occidental : Etats-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande). La mise en relation du taux de croissance moyen annuel de différents pays sur la période 1960-1992 avec le PIB par habitant de ces pays en pourcentage de celui des Etats-Unis en 1960 pour 56 pays entre 1960 et 1992, confirme cette divergence entre les pays. Les pays qui étaient « pauvres » en 1960 doivent obtenir des taux de croissance plus élevés. Or, tel n'est pas le cas. Les résultats auraient plutôt

tendance à suggérer l'inverse : les pays pauvres ont eu généralement une croissance plus lente.

Au cours du temps, les positions n'ont pas toujours été figées. Si la comparaison porte par pays, l'écart entre le pays le plus prospère et le moins prospère est passé de 3 contre 1 en 1820 à 72 contre 1 en 1992. Depuis 1950, l'écart entre les États-Unis d'une part, et l'Europe Occidentale et l'Europe du Sud d'autre part, tend à se resserrer, la plus grande partie du rattrapage s'étant effectuée durant la période 1950-1973. De même l'Asie, après 130 années de croissance faible et de disparités, connaît une convergence avec les États-Unis, l'écart entre le revenu par habitant des États-Unis et le revenu asiatique étant passé de 11 contre 1 en 1950 à 4 contre 1 en 1992. Dans d'autres régions, au contraire, les perspectives sont moins réjouissantes. En Afrique, les écarts de revenus par rapport aux États-Unis se sont creusés. L'écart s'est également agrandi avec l'Europe de l'Est et pour les pays latino-américains.

3. Les phases de la croissance 1820-1992

(Taux de variation moyen annuel)

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-1992	1820-1992
PIB	1	2,1	1,9	4,9	3	2,2
Population	0,3	0,8	0,9	1,9	1,8	1
PIB par habitant	0,6	1,3	0,9	2,9	1,2	1,2

4. Évolution récente du taux de croissance

	1961-1965	1966-1970	1971-1975	1976-1980	1981-1985	1986-1990	1991-1995
États-Unis	4,61	3,04	2,15	3,24	2,65	2,75	2,18
Japon	9,36	11,55	4,42	4,59	3,74	4,49	1,29
Europe	4,90	4,62	2,92	3,02	1,51	3,24	1,31

Source : J.-P. Fitoussi, « Anatomie de la croissance molle », *Revue de l'OFCE*, octobre 1996, p. 220.

Les interprétations de la croissance économique

L'analyse de la croissance repose sur l'idée qu'il existe une relation entre le volume du PIB et la quantité de facteurs mis en œuvre pour l'obtenir, à savoir la quantité de travail et la quantité de

capital. pour déterminer la contribution du facteur travail, on tient compte de la croissance de l'emploi, de la variation de la durée du travail, de la qualité du travail (âge, éducation et intensité au travail). Pour mesurer la contribution du capital, on procède de la même manière. On additionne les deux contributions et on observe si elles expliquent la totalité de la croissance du PIB. Comme le montre le tableau 6 suivant, une part importante de la production et de sa croissance n'est pas expliquée par la seule combinaison du « capital » et du « travail ». Reste une part, baptisée selon les auteurs « résidu », « progrès technique », ou bien de manière plus humble « part de notre ignorance » (8).

Le rôle du progrès technique

La nature de ce résidu est multiple. Cela peut-être l'amélioration dans l'allocation des ressources, des économies d'échelle (au sens où l'augmentation de la production est supérieure à celle des quantités de facteurs utilisés), le progrès des connaissances ou bien encore leur application plus rapide. Carré, Dubois, Malinvaud pour la France concluent « que la croissance française de l'après-guerre résultait de la conjonction de nombreux facteurs favorables qui ont cumulé leurs effets. Attribuer la responsabilité première à un seul facteur nous paraît relever d'un esprit de système que l'examen objectif des faits ne justifie pas » (1973, p. 256). Solow, pour sa part, identifie le résidu à un « progrès technique exogène ». C'est ce troisième facteur qui de l'extérieur (d'où le terme d' « exogène ») permet au résultat d'être supérieur à la somme des parties ; il démultiplie le travail en le rendant plus efficace. Le progrès technique a, en outre, un caractère de bien public auquel tout le monde, sous-entendu tous les pays, peut avoir accès. Autrement dit, il en résultera à court terme une convergence puisque les pays « en retard » bénéficient des progrès des autres pays.

Cette explication n'était pourtant pas satisfaisante et pour deux raisons :

- d'une part, elle attribue la croissance au hasard. Le progrès technique surgit spontanément, sans investissement préalable d'aucune sorte et n'est finalement lié qu'au passage du temps. Il apparaît comme une sorte de « boîte noire » sans que le contenu de celle-ci soit explicité en termes économiques;

- d'autre part, si le progrès technique appartient à tous, les inégalités entre les nations devraient se

réduire. Or, comme on l'a vu précédemment, c'est plutôt la divergence qui domine.

6. Contributions à la croissance des facteurs de production aux États-Unis, au Japon, en Allemagne et en France												
(Taux de croissance annuels sur la période, en %)												
	États-Unis			Japon			Allemagne			France		
	1960-1973	1973-1990	1990-2025	1960-1973	1973-1990	1990-2025	1960-1973	1973-1990	1990-2025	1960-1973	1973-1990	1990-2025
Facteur travail	1,0	1,0	0,2	0,4	0,3	-0,2	0,0	-0,3	-0,5	0,3	-0,4	0,0
Facteur capital	1,1	1,1	1,4	3,5	2	1,9	1,9	1,1	0,9	1,6	1,1	0,4
PIB	3,8	2,5	2	9,5	4,0	3,4	4,3	2,2	1,8	5,9	2,4	2,1
Résidu	1,7	0,4	0,4	5,6	1,7	1,7	2,4	1,4	1,4	4,0	1,7	1,7

Source : Virginie Coudert, « Croissance et démographie dans les pays industrialisés », *Économie prospective internationale*, 4^e trimestre 1992

Les nouvelles théories de la croissance

Dans les années 80, plusieurs études ont contribué à renouveler l'analyse de la croissance. L'idée centrale est de supposer que le rendement du capital est constant et non comme dans le modèle précédent décroissant. Cela signifie que plus on investit, plus la croissance tend à augmenter, puisque l'efficacité de ce capital ne diminue pas. Si le rendement du capital est constant, c'est parce que le capital génère des externalités positives. On dit qu'il y a effet externe ou externalité lorsque l'activité d'un agent a des répercussions sur l'utilité ou le profit des autres agents, sans qu'il ait transaction sur un marché. C'est notamment le cas lorsqu'une entreprise procède à des investissements en recherche et développement. Ceux-ci ont un double effet : d'une part, ils sont à l'origine de biens et de procédés nouveaux ; d'autre part, ils sont pourvoyeurs d'idées qui servent à d'autres innovations.

Ces études ont donné naissance à un ensemble de théories appelées nouvelles théories de la croissance ou théorie de la croissance endogène. Nouvelles théories de la croissance parce que plusieurs facteurs peuvent faire apparaître des externalités positives et, par conséquent, être source de croissance pour la collectivité : investissement en capital physique, investissement en capital public, investissement en capital humain (entendu au sens de l'ensemble des capacités apprises par les individus et qui accroissent leur efficacité productive), apprentissage par la pratique, division du travail, recherche et innovation

technologique... C'est une théorie de la croissance endogène au sens où la croissance ne dépend que des seuls comportements des agents et des variables macroéconomiques.

Une des implications majeures et paradoxales de ces nouvelles théories, puisqu'une partie des études viennent d'économistes issus du courant néoclassique, est de réhabiliter le rôle de l'État (9). En effet, en présence d'externalités, le rendement privé par exemple de l'investissement est différent de son rendement social (10). Autrement dit, l'entreprise n'est pas capable de récupérer la totalité des bénéfices engendrés par son activité, elle n'est donc pas incitée à persévérer dans son activité d'investissement et l'économie fonctionnera à un niveau sous-optimal. L'État peut, par un système de subventions ou de détaxes, inciter les entreprises à investir et ainsi pallier cette défaillance de marché. Il peut lui-même procéder à des investissements.

Les régimes de croissance

Une autre approche de la dynamique de la croissance vise non à découvrir des déterminants invariants, dans le temps, et universels mais, au contraire, à souligner sa diversité dans le temps et dans l'espace. On n'analyse pas la croissance mais les régimes de croissance. Ceux-ci dépendent schématiquement, d'une part, d'un régime de productivité c'est-à-dire de l'ensemble des déterminants de la progression de l'efficacité économique (organisation du travail et des entreprises, degré de concentration des entreprises,

degré de mécanisation, type d'innovation...) et, d'autre part, d'un régime de demande, c'est-à-dire de l'ensemble des mécanismes de répartition des gains de productivité entre salaires, profits, prix relatifs qui alimentent la demande. Ainsi, la croissance fordiste que les pays industrialisés ont connu après la Seconde Guerre mondiale se caractérise-t-elle par, d'un côté, la mise en place d'une nouvelle organisation du travail combinant les principes de Taylor et de Ford, d'une forte concentration des entreprises, d'une production de biens de consommation de masse et, de l'autre, d'une croissance rapide et régulière des salaires, d'un développement du crédit, d'une croissance des revenus de transfert alimentant une forte demande. La conjonction entre une production de masse et une demande de masse crée un cercle vertueux de la croissance.

Le rôle des institutions

Le contexte politico-institutionnel est parfois mis en avant pour expliquer les résultats de certains pays. Ainsi, le miracle asiatique s'expliquerait moins par les quantités de ressources que par une utilisation efficace de ces ressources (11). Cette explication est optimiste puisqu'il suffit (!) que les pays définissent les « bonnes » institutions et politiques publiques pour obtenir plus de croissance. Elle est même doublement optimiste puisque les pays qui adopteront ces « bonnes » institutions rattraperont d'autant plus vite les autres pays, que l'écart s'est creusé. Ainsi, Olson (1996) remarque que, dans les années 80, les quatre pays, dont la croissance du revenu par tête a été la plus rapide, ont obtenu un taux de croissance supérieur de 5,3 points de pourcentage à celui des Etats-Unis. Un siècle auparavant, les quatre pays les plus rapides de l'époque n'obtenaient qu'un taux supérieur de 0,3 point de pourcentage à celui de la Grande-Bretagne.

Cette explication a fait l'objet d'une double critique : d'une part, le contenu des institutions et des politiques publiques n'est pas précisément défini, d'autre part, l'explication de la croissance demeure monocausale et oublierait, pour certains (Putnam, Leonardi et Nanetti, 1993; Fukuyama, 1995 ; Peyrefitte, 1996), un facteur immatériel, à savoir la confiance. Les sociétés qui réussiraient seraient celles ayant un degré élevé de capital social, c'est-à-dire de capital humain permettant aux membres d'une société donnée de se faire

confiance et de coopérer dans la formation de nouveaux groupes ou associations.

Les doutes sur la croissance : croissance, emploi et chômage, un lien de plus en plus distendu

A priori, une accélération de la croissance entraîne une création d'emplois, qui elle-même suscite une baisse du chômage. Toutefois, l'expérience de ces dernières années tend à remettre en cause une telle relation.

A court terme, une croissance plus élevée peut ne pas entraîner une augmentation de l'emploi. Les employeurs peuvent considérer le surcroît d'activité comme temporaire et donc jouer sur les heures supplémentaires ou sur une réorganisation de l'entreprise afin d'y pallier. Or, fait nouveau même à long terme, et ce serait le principal enseignement de la dernière période, la croissance demeure faiblement créatrice d'emplois. Entre 1974 et 1990, en France, l'emploi ne commence à augmenter que lorsque la croissance de l'activité dépasse 2,3 % par an. Paradoxalement, pourtant, aux Etats-Unis, le même taux de croissance génère une augmentation de l'emploi de 1,5%. Il suffit que l'activité augmente de 0,5 % aux Etats-Unis pour que l'emploi s'accroisse. L'explication réside dans la relation entre productivité et emploi. Aux Etats-Unis, la hausse de la productivité a été faible et donc la croissance plus favorable à l'emploi. En revanche, en France, la croissance a résulté de gains importants de productivité. Freiner la productivité pour obtenir une croissance plus riche en emplois est une solution potentielle. Toutefois, elle repose sur une vision malthusienne de l'économie, c'est-à-dire sur l'hypothèse non démontrée que le développement de la demande serait insuffisant pour absorber le surcroît de production qu'autorise l'évolution de la productivité. C'est pourquoi certains expliquent que les gains de productivité se soient transformés en chômage par le fait que les politiques macroéconomiques (budgétaire et monétaire) n'ont pas suffisamment soutenu, et ce au cours des années 80 comme des années 90, la demande.

Quand bien même l'emploi redémarrerait, le recul du chômage pourrait s'avérer modeste. En effet, cela suppose qu'il n'ait pas d'arrivée massive sur le marché du travail ou une flexion des taux

d'activité. Toutefois, comme l'a montré la reprise de la seconde moitié des années 80, la mise en place d'un cercle vertueux croissance-emplois pourrait à tout le moins permettre un taux de chômage « acceptable ».

(...)

Notes

(6) Pour Maddison, la phase de croissance mise en évidence doit avoir une dynamique distincte des autres, les changements observés au cours de cette période doivent toucher la grande majorité des pays et se maintenir pendant une période plus longue qu'un cycle conjoncturel. La notion de phase de croissance ne se confond pas avec celle des étapes de la croissance de Rostow (1960). Celui-ci décrit la croissance économique comme un processus en cinq étapes par lequel tout pays doit passer: la société traditionnelle, la phase de transition vers le démarrage, le démarrage (*take-off*), la marche vers la maturité, l'ère de consommation de masse, phase ultime. Pour une critique de ce faux évolutionnisme, voir *Race et histoire* de C. Lévi-Strauss. La phase de croissance se distingue également de l'expansion au sens où si cette dernière se caractérise aussi par une augmentation de la production, elle est de courte durée et s'insère dans un cycle.

(7) Par référence à l'ouvrage devenu désormais classique de Jean Fourastié et décrivant la période 1950-1973.

(8) Mathématiquement, on utilise une fonction de production appelée fonction Cobb-Douglas. Sa formulation mathématique a une signification économique forte puisqu'elle repose sur l'hypothèse de rendements d'échelle constants. Autrement dit le doublement des quantités de facteurs de production conduit au doublement de la production. Cette hypothèse est importante pour une autre raison à savoir la répartition des revenus. Si on admet que le résidu ou progrès technique est un facteur, il doit être rémunéré. Dans ce cas, le partage de la valeur ajoutée ne se fait pas seulement entre profit et salaire. On retrouve à travers la rémunération du progrès technique le problème soulevé par Ricardo de la rente et de ses implications pour les investissements via les profits.

(9) Toutefois, la critique des néoclassiques sur le rôle de l'État en tant que stabilisateur de la conjoncture demeure.

(10) Romer (1987) estime au double du rendement privé le rendement social de l'investissement (« Crazy explanations for the productivity slowdown », in Stanley Fisher, *NBER Macroeconomics annual*).

(11) Si on compare l'évolution économique des pays divisés après la Seconde Guerre mondiale (Allemagne, Chine, Corée), ni le facteur culturel, ni la dotation des facteurs ne peuvent expliquer des différences aussi nettes dans les performances.